

Une otage libérée et des questions

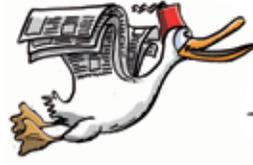
Mariam Pétronin met la France dans le pétrin



La conversion à l'islam de l'humanitaire française, détenue au Mali, a rendu fous les antimusulmans de l'Hexagone tout en levant davantage un coin de voile sur la réalité de la « menace terroriste » malienne...

P7

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Quatorzième année N°621 vendredi 16 octobre 2020 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Confus DE CANARD

L'administration entre noyade et noyautage

P2

Réforme du quotient électoral

Pourquoi le PJD se sent visé

Saad Eddine Al Otmani



En refusant le projet de révision du quotient électoral qui a emporté l'adhésion de la majorité des partis, les islamistes risquent de se mettre en dehors du consensus politique.

L'agitation de la muleta du boycott- en guise de protestation- de la prochaine législative relève de l'esbroufe...

P6

Un lycéen tué pour un portable !

Un crime abject qui sonne très mal



Mohamed était souriant et plein de vie.

P8



Déconfiné de Canard

Côté BASSE-COUR

Bavettes contrefaites : Une affaire tirée par les cheveux ?

Chabab Mohammedia dans la cour des grands

P3

Ahmed Toufiq : Prière de ne pas comprendre ?

P10

Big Brother à Comdata

P11

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Aminatou Haidar

Le marché de la trahison s'est effondré



P11

ABDELLATIF JOLIAHRI TOUJOURS DANS LE TOP DES MEILLEURS PATRONS DES BANQUES CENTRALES





Confus de Canard



L'administration entre noyade et noyautage



Abdellah Chankou

«Le succès du plan de relance économique et la mise en place d'un nouveau contrat social nécessitent une évolution réelle des mentalités et un véritable changement dans le niveau de performance des établissements publics. À cet effet, Nous appelons le gouvernement à opérer une révision profonde des critères et des procédures de nomination aux postes supérieurs, afin d'inciter les compétences nationales à intégrer la fonction publique et à la rendre, in fine, plus attractive».

En quelques phrases, le souverain a tout dit en mettant le doigt sur le grand mal qui ronge depuis des années l'administration et la haute fonction publique : la crise d'attractivité. Celle-ci s'est accompagnée au fil du temps d'une faiblesse dans le niveau des embauches et l'absence d'une certaine forme d'exigence quant au profil des recrues. En un mot, les «sergents recruteurs» ont de plus en plus tendance à se rabattre sur n'importe qui comme si leur souci principal est moins l'efficacité au travail que le pourvoir de postes.

Ce processus de démonétisation du service de l'État a commencé avec la fameuse opération des départs volontaires mise en œuvre pour dégraisser une fonction publique pléthorique et surtout budgétivore. Sauf que cette opération a eu comme

Derrière l'appel à candidatures version Benkirane & Co se déploie en effet une stratégie plus sournoise, celle de l'entrisme qui a contribué en plus à un nivellement par le bas sans propulser les meilleurs aux postes de responsabilité.

conséquence immédiate de vider une partie de l'administration de ses cadres de valeur qui se sont jetés sur cette occasion en or pour partir en empochant au passage un joli pactole. La plupart des partants sont partis «pantoufler» dans le privé et nombre d'entre eux ont été même recrutés dans le cadre de contrats ponctuels en tant qu'experts par leurs administrations d'origine, toujours plombées par une armée de bras cassés. Si ce n'est pas de l'inconséquence politique doublée d'une dilapidation des deniers publics, cela y ressemble beaucoup! Le système de l'appel à candidatures, initié par l'ex-Premier ministre Abdelilah Benkirane au lendemain de l'arrivée des islamistes au pouvoir en 2012 au nom de «la consécration des principes de mérite, d'égalité des chances et de transparence», a achevé de vider la haute administration publique de ses dernières compétences. Or, la vérité c'est que le dispositif islamiste, vertueux en apparence, n'est en fait que de la poudre aux yeux. Un para-

vent visant à favoriser les nominations partisans en casant les copains et les coquins pour servir une certaine conception de l'intérêt général propre aux islamistes dont les initiés connaissent bien les arrière-pensées. Derrière l'appel à candidatures version Benkirane & Co se déploie en effet une stratégie plus sournoise, celle de l'entrisme qui a contribué en plus à un nivellement par le bas sans propulser les meilleurs aux postes de responsabilité. On assiste même au contraire. Les plus méritants qui ont fait leurs preuves en valorisant leurs fonctions sont remplacés petit à petit par des petits profils aux parcours incertains qui donnent l'impression d'être juste des parachutés en quête d'une planque.

Inspiré du modèle canadien, qui, lui, privilégie réellement les critères du mérite, de compétence et de transparence, l'appel à candidatures à la sauce islamiste, loin d'écramer les cadres de valeur, est aussi obscur que l'est la rhétorique du PJD. Plus grave encore, la démarche islamiste a marqué une rupture nette avec un système performant qui a longtemps contribué à l'efficacité de la haute administration marocaine : la cooptation. Aux antipodes du «spoils system» à la française, ce procédé, très utilisé du temps de feu Hassan II, a permis de dénicher les compétences là où elles se trouvent et de leur proposer des postes à la mesure de leur technicité tout en les motivant bien au-delà des salaires généralement très peu attrayants du public. Remplacer ce modèle d'attribution des postes administratifs par une procédure d'embauche à l'efficacité douteuse représente sans conteste une grosse dérive, en ce sens que la haute administration s'est dévoyée par le jeu obscur des nominations partisans, dans les méandres de la politisation là où elle se distinguait naguère par une certaine neutralité qui faisait justement sa force. Mémoire de l'administration et gardiens de sa continuité, dépositaires de la gestion de la chose publique loin de toute instrumentalisation au service d'intérêts politiques ou particuliers, les hauts fonctionnaires survivaient souvent aux majorités gouvernementales dans un souci de protection du service de l'État des interférences politiques. Aujourd'hui, l'administration marocaine est livrée à bien pire : le noyautage et la médiocrité. Les islamistes profitent de leur conquête du pouvoir pour placer les leurs au cœur de l'appareil de l'État. Et quels « les leurs » ! On devine aisément leur niveau à l'aune de celui du Premier ministre et des ministres issus de son parti. Comment voulez-vous que dans un tel contexte des éléments compétents fassent le choix d'une carrière dans le public alors qu'ils ont la possibilité de bien négocier leur savoir-faire dans le privé ? Rétablir l'attractivité de l'administration s'apparente dans ces conditions à une véritable gageure, sauf à opérer un retour volontariste vers la culture de la cooptation avec obligation de résultat. ●



Côté BASSE-COUR



Adresse royale aux députés

Le discours de la méthode

Beaucoup de volontarisme et de décisions dans le discours adressé par S.M le Roi Mohammed VI, vendredi 10 octobre, depuis le Palais royal de Rabat, à l'occasion de l'ouverture de la 1-ère session de la 5ème année législative de la 10-ème législature. Tout d'abord, sur le plan sanitaire. Le souverain a confirmé la priorité qu'il confère à la santé et la sécurité de son peuple, en appelant à la vigilance et à « un engagement résolu » dans ce domaine qui passent par « un soutien indéfectible » au secteur sanitaire. S'agissant de la relance économique, le chef de l'État a affirmé que le plan dédié à cette fin repose sur le Fonds d'Investissement stratégique, baptisé « Fonds Mohammed VI pour l'investissement ». L'objectif de cet outil étant de soutenir les secteurs productifs, notamment le réseau des petites et moyennes entreprises.



Dans son adresse aux députés, le souverain n'a pas oublié l'agriculture et le monde rural qui restent au cœur des préoccupations royales, étant donné qu'ils représentent un levier essentiel dans le retour de la croissance que la pandémie a rendue négative dans des proportions inédites. Dans ce sens, le souverain a rappelé l'importance de l'opération de mobilisation d'un million d'hectares de terres agricoles collectives au profit des investisseurs et des ayants droit, précisant que le volume des investissements attendus dans le cadre de ce projet est estimé à environ 38 milliards de dirhams à moyen terme.

S.M le Roi a encore une fois insisté sur la nécessité de placer la promotion du secteur social et l'amélioration des conditions de vie des citoyens au cœur de la dynamique de développement économique. La crise sanitaire a montré l'extrême fragilité de pans entiers de la population et l'absence de filets sociaux susceptibles de leur permettre de faire face aux conséquences de la crise. Dans ce cadre, le Souverain a rappelé la généralisation de la couverture sociale au profit de tous les Marocains, soulignant que ce projet national majeur, d'une nature inédite, se décline en quatre axes majeurs

Last but not least, le Roi Mohammed VI, conscient qu'il est de l'importance capitale d'une bonne gouvernance publique, a invité le gouvernement à « opérer une révision profonde des critères et des procédures de nomination aux postes supérieurs, afin d'inciter les compétences nationales à intégrer la fonction publique et à la rendre, in fine, plus attractive ». Tout un programme. ●

Casablanca, enfin des toilettes publiques !

Enfin, une bonne nouvelle ! Casablanca va être dotée de toilettes publiques... Hache-légumes... Depuis le temps qu'on les attendait ! Nos amis espagnols viennent de remporter le marché... Un marché juteux avec beaucoup de liquide en perspective ! Vous vous demandez bien sûr pourquoi ce sont encore des étrangers qui ont raflé la mise ? Parce que nous ne disposons pas de l'expertise requise, pardi ! Contrairement à ce que vous croyez, n'est pas fabricant de latrines qui veut ! Surtout qu'on n'a pas encore programmé la filière « chiottes » dans nos prestigieuses écoles d'ingénieurs... Et sachez que, pour s'imposer, il a fallu à la société espagnole répondre à un cahier des charges rigoureux et affronter de redoutables concurrents qui ont fait leurs preuves dans différents cabinets ! Mais ne soyons pas rabat-joie et ayons l'esprit Coubertin ! L'essentiel n'est-il pas de participer ? Et le plus important, n'est-il pas de savoir que notre belle métropole casablancaise sera bientôt dotée de cent vespasiennes flambant neuf ? Au prix modique de 600 000 DH l'unité... Comment ? Vous ne trouvez pas que cela fait un peu chez le pipi ? Que cette affaire exhale de drôles d'odeurs ? Eh bien sachez pour

votre gouverne qu'il s'agit d'urinoirs « intelligents », pas de vulgaires toilettes turques ! Et le retour sur investissement est garanti, avec une tarification prévue de 1,50 dirham le quart d'heure... Constipés s'abstenir !

En tout cas, les plus avantagés dans l'histoire seront certainement les fatigués de la prostate et les tenants de café, dont les toilettes souvent sales pallient jusque-là aux insuffisances communales en la matière... Ces toilettes publiques dites intelligentes (où l'intelligence ne va-t-elle pas se nicher !), entreront bientôt en service, pour le plus grand bonheur des Casablancais, obligés depuis toujours de battre des records de rétention d'urine, au grand dam de leurs vessies malmenées ! Ou à défaut de se soulager sur la voie publique ou contre les murs et les roues de voitures !

Il est prévu que la société adjudicataire du marché forme des « techniciens » locaux qui auront à gérer ces urinoirs, une fois « testés » et livrés... Réjouissons-nous, les amis, le transfert de technologie est en marche. L'OFPPT va pouvoir bientôt lancer un BTS en management des chiottes ! ●

N. Tallal

Le Chabab Mohammedia dans la cour des grands

Les feux d'artifice ont illuminé toute la nuit le ciel de Mohammedia dans un concert de klaxons de voitures et de cris de joie. C'est que l'événement attendu depuis longtemps est trop beau pour qu'il ne soit pas fêté comme il se doit. La montée en première division du Sporting Club Chabab Mohammedia, à l'issue de sa victoire (3-1) face au Tihad Athletic Sport Casablanca (TAS) ce vendredi 9 octobre au terme de la 30ème et dernière journée, qui lui a permis d'être sacré Pro Champion de la Botola D2 de football suivi du Maghreb de Fès qui a également décroché son ticket pour la première division. Cet exploit, savouré jusqu'au bout, a transporté de bonheur les habitants de la Cité des fleurs, les joueurs de l'équipe et ses dirigeants avec à leur tête le président du club Hicham Ait Menna. Celui-ci est le principal artisan de prouesse acquise au prix d'un travail soutenu et méthodique qui a permis au Chabab de se reconstruire autour de jeunes joueurs de talent qui ont montré de la ressource et une qualité de jeu remarquable tout au long de la saison écoulée. Le Raja n'a qu'à bien se tenir ! ●



Hicham Ait Menna, une stratégie gagnante.

Bavettes falsifiées : Une affaire tirée par les cheveux ?

Le tribunal de première instance d'Ain Sebaâ à Casablanca a rendu, mardi 6 octobre, son verdict dans l'affaire du trafic des bavettes contrefaites, dans laquelle sont poursuivies 12 personnes dont le fils de l'avocat Mohamed Ziane ainsi que celui de son collègue Abdelaziz Nouidi, considérés comme les cerveaux de cette escroquerie.

La cour a condamné Nasreddine Ziane à 3 ans de prison ferme assortis d'une amende de 30.000 DH tandis que son complice Nabil Nouidi a écopé de 10 mois d'emprisonnement et une amende de 10.000 DH. Les peines dont ont écopé les autres coaccusés oscillent entre 8 mois et 5 ans.

Le 15 avril dernier, le procureur du roi près le tribunal d'Ain Sebaa à Casablanca avait ordonné que les deux mis en cause, en plus de 10 autres accusés, soient placés en détention à la prison d'Oukacha, pour fraude, contrefaçon de marque et distribution illégale de masques de protection. Cette affaire a éclaté lorsqu'une clinique du cheveu (spécialisée dans les implants capillaires) établie à Marrakech a porté plainte contre le fils Ziane et ses supposés complices en se disant victime de la part d'un réseau criminel d'une escroquerie sous forme de masques de contrefaçon qui lui auraient été vendus



au même prix que ceux d'origine made in USA.

Les deux principaux accusés ont protesté de leur innocence soutenue par la défense qui a produit deux documents officiels troublants. L'un émanant de ministère de la Santé attestant que la plaignante, la clinique du cheveu, ne possède pas d'autorisation d'exercer la médecine. Ce que le Conseil régional de l'Ordre national des médecins de Marrakech-Safi confirme dans une correspondance datée du 21 septembre. De là à penser que le fils Ziane a payé pour les prises de position tonitruantes de son avocat de père...

En tout cas, cette affaire est tirée par les cheveux... ●

LA RÉVISION DE L'ALE MAROC-TURQUIE EN MARCHÉ MOLLAY HAFID ELALAMY

QU'EST CE QUE VOUS POUVEZ NOUS EXPORTER ?

DES TOMATES PAR DES MILLIERS DE TONNES ET DES BAVETTES PAR MILLIONS





Côté BASSE-COUR



Le Beurgois
GENTLEMAN

Khouribga, une ville française... (16)

En 1920, à Mnina où quelques familles vivent regroupées autour d'un point d'eau, le Seigneur Benji, est amputé d'une partie de ses terres nécessaires à l'implantation de la future forêt du futur village de la future ville de Khouribga. Les ingénieurs français ne chôment pas ; pour faire passer la pilule aux indigènes, ils baptisent l'établissement, fondé le 7 août 1920, « Office Chérifien des Phosphates ». Un chérif, chez les musulmans, est un descendant de Mahomet par sa fille Fatima. A ce jour, un siècle plus tard (1920-2020), les autochtones de la tribu des Ouled Abdoun le nomment tout simplement « Loufisse ». Les Français commencent l'activité d'extraction des phosphates dès 1921 chez les M'fassis. Le Seigneur Benji, soucieux, sépare les deux bébés, Le Bon (Taybi en arabe) et Claire (Sfia en arabe), qui se chamaillent. Il est sidéré par la déstructuration de ses terres par Loufisse. Benji disait à sa sœur, la maman de Claire, « choufi khti, notre bled, N'ssara kharbgouha » (regarde ma sœur, notre terre, les Nazaréens l'ont déstructurée). Le verbe arabe « kharbaga » (خربق) signifie « déstructurer » car Loufisse a multiplié les sites d'extraction des phosphates et éventré leur terre. De « kharbgouha » (ils l'ont déstructurée), la délicate oreille de Loufisse a compris que la région s'appelait Khouribga et l'a ainsi baptisée au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. De simple producteur de phosphate, Loufisse s'est donc trouvé être aussi, volens nolens, « promoteur » de villages (autant de villages que de catégories sociales), constructeur d'une église reliée directement par une belle route goudronnée à un nouveau cimetière chrétien, épicier avec un grand magasin dans le centre du village des cadres, appelé « coopérative », qui vend les boissons alcoolisées aux musulmans, tenancier de hammams très bon marché, directeur du cinéma OCP et de son ciné-club, gérant de deux piscines (une pour les cadres avec toboggan et l'autre pour les ouvriers sans toboggan). A cela s'ajoutent une mosquée avec un minaret qui domine la piscine des ouvriers, d'où le muezzin peut annoncer la prière et admirer tous ces corps nageant entre deux eaux, et un terrain omnisports avec un club au non très français : l'Olympique Club de Khouribga. Ce monopole à la fois économique, social et culturel s'est développé précisément à l'époque où la perpétuation de semblables situations devenait impossible en France. Sans doute, ce décalage correspond-il, dans le temps, à celui du développement économique du Maroc par rapport à l'industrialisation de la France. Il n'en reste pas moins vrai que cette politique, comme moteur de tous les domaines de l'activité urbaine, a été, à Khouribga, infiniment plus déterminante et exclusive que le rôle de la famille Michelin à Clermont-Ferrand par exemple. Lorsque, dans tout pays en voie d'industrialisation, l'emploi qu'offre la mine fait surgir les villes du sol et attire les hommes en les arrachant à leur terre, on assiste à un passage de la ruralité à la citadinité, avec des conséquences perturbantes et corrosives pour l'équilibre des sociétés traditionnelles. Comme l'a déclaré récemment à la presse, l'Emmanuel Kant de la pensée urbanistique, lors du MIPI de septembre 2020 (marché international de l'immobilier professionnel), l'ancien président français, Serraz Zyte Sarkozy, qui utilise moins de vocabulaire qu'un enfant du Neuf Trois, 93, Seine Saint Denis, département le plus pauvre de l'Ile de France où résident plus de Maliens qu'à Bamako, Neuf Trois qu'il voulait naguère nettoyer au Karcher quand il était aux affaires de la raie publique : « Sur le golfe Persique, sur la rive opposée à l'Iran, ils ont fait des villes époustouflantes, il faut penser que leurs grands-pères vivaient sous la tente. Moi, je suis contre les tours laides et pour les tours belles. Je sais que je ne suis pas très malin mais je comprends ce que je dis. Si on voulait construire la tour Eiffel aujourd'hui, l'association qui défend les crapauds orange à dos à pois bleus l'empêcherait. ». • (A suivre)

Beurgois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Les Eaux Minérales d'Oulmès s'engagent pour l'émancipation des filles par le sport

À l'occasion de la Journée Mondiale de la Fille Adolescente, Les Eaux Minérales d'Oulmès et l'ONG TIBU Maroc, inaugurent le tout premier centre d'émancipation des jeunes filles adolescentes par le football à Ouled Saleh - Bouskoura (zone où est situé le siège social de l'entreprise) en partenariat avec le ministère de l'éducation nationale, l'académie régionale de l'éducation et de la formation Casa-Settat et la direction provinciale de Nouaceur. Célébrée le 11 octobre par les Nations Unies, cette journée met l'accent sur la nécessité de relever les défis auxquels sont confrontées les filles (entre 8 et 12 ans) et l'importance de promouvoir leur autonomisation.

Conscients de cet enjeu, TIBU Maroc, la principale ONG dans l'éducation et l'insertion des jeunes par le sport, et Sidi Ali, partenaire hydratation des Marocains depuis 1978 et allié de nombreuses fédérations sportives, s'unissent pour lancer le centre « TIBUXSidi Ali » pour l'émancipation des jeunes filles adolescentes par le sport ». A travers cette action, TIBU Maroc et Les Eaux Minérales d'Oulmès se sont engagées à contribuer à la réalisation de l'objectif n°5

de développement durable (ODD) : l'égalité entre les sexes que le sport reste un excellent levier pour rendre effective.

« Avec l'ouverture de ce nouveau centre, nous allons pouvoir inscrire plus de 100 jeunes filles à trouver, grâce à la force du sport, le chemin

de l'autonomisation et de la réussite éducative. Les valeurs que nous cherchons à transmettre aux filles lors des séances et activités sportives dirigées par TIBU Maroc sont essentielles à leur insertion professionnelle future », a déclaré à cette occasion Naoufel Jellal directeur général délégué des Eaux Minérales d'Oulmès. Le soutien de l'émancipation par le sport des filles de Oulad Saleh par EMO s'inscrit dans le cadre de



Une action citoyenne.

sa stratégie RSE qui se traduit par un engagement dynamique en faveur de la collectivité et du développement durable. Parmi les actions déjà mises en œuvre par l'entreprise dans ce domaine figurent la création d'une coopérative de menuiserie pour la production de palettes en bois, l'intégration de migrants et de personnes à mobilité réduite dans la politique d'embauche et le recours aux énergies renouvelables pour réduire la consommation d'énergies polluantes dans les processus de production. •



Trump sera-t-il défait?

Le vaccin anti-Covid ce n'est certainement pas pour demain. En tout cas pas pour début novembre prochain comme l'a fait miroiter dans un premier temps Donald Trump aux Américains dans l'espoir de gagner leurs faveurs lors de la présidentielle du 3 novembre. Cet argument électoral, ayant fait pschitt, il fallait trouver une autre manœuvre susceptible de lui garantir la reconquête de la Maison-Blanche dans un contexte où la lutte contre le coronavirus est la préoccupation numéro 1 de l'humanité. Exit le vaccin. Bonjour les anti-

Trump en campagne pour le traitement anti Covid

corps de synthèse ! Fabriqués en laboratoire, ces derniers transfusés en une seule dose sont destinés à remplacer le système immunitaire pour neutraliser le virus. C'est ce traitement que M. Trump dit avoir pris pour sortir vainqueur, en trois jours seulement, de sa lutte contre la maladie. Il a annoncé sur un ton triomphaliste vouloir le rendre accessible à tous les Américains. Le sauveur de l'Amérique meurtrie par le coronavirus, c'est lui. Alors, votez la vie, votez Trump ! •

LES PARTIS VEULENT AUGMENTER LE NOMBRE DE DÉPUTÉS

SI ON AUGMENTE LE NOMBRE DE DÉPUTÉS, ON VA FAIRE BAISSER LE NIVEAU DE NOTRE DEROUTE ÉLECTORALE...





Côté BASSE-COUR



Le Parti du bon sens (47)

LA VISION DE LHAJ MILOUD

AXE 3. LA PRODUCTION DE LA RICHESSE



Par Nouredine Tallal

Aujourd'hui, Lhaj Miloud va vous dévoiler en exclusivité sa vision relative à la production de la richesse. Oui, la richesse... Ou si vous préférez le PIB, la valeur ajoutée, la production de biens et de services ! Ne chipotons pas sur les termes et concentrons-nous sur l'essentiel... Sur notre tare structurelle, une production de richesses limitée! Le Maroc ne produit pas suffisamment de richesses mais produit pas mal de riches... C'est un fait indéniable !

Nous sommes un pays en éternelle voie de développement, voire de sous-développement, diraient les mauvaises langues ! Alors, que faire ? Oui, que faire pour nous transformer en vrai lion de l'Atlas à défaut d'un faux dragon asiatique ? Comment faire pour réaliser un véritable bond en avant, digne du grand Timonier ?

Voilà la grande problématique à laquelle s'attelle courageusement aujourd'hui notre Lhaj Miloud préféré pour proposer des pistes de réflexion... Non, pas des solutions clés en main... Trop facile ! Il ne peut quand même pas tout faire à la place du gouvernement, des élus et de la pléthore des commissions qui commissionnent à longueur de journée dans le vide... Trois pistes, donc, à creuser sans modération !

1. La fin de la dépendance alimentaire...

Lhaj Miloud a déjà eu l'occasion de vous en entretenir, notre pays, à l'instar de la plupart de ses pays du Tiers Monde, n'arrive pas à nourrir sa population... Le protectorat a imposé son mode de vie et ses habitudes aux autochtones qui ont progressivement abandonné leurs systèmes de production et de consommation ancestraux pour se mettre à l'heure occidentale... Avec, comme conséquence, des importations massives de céréales, d'huile de tournesol et autres biens de première nécessité, de France, de Russie ou des Etats-Unis... Et en se spécialisant, dans le même temps, dans des productions de primeurs et de fruits grandement consommatrices d'eau... Division Internationale du Travail, qu'ils disaient ! Eau dont nous avons le plus grand besoin, compte tenu de sa raréfaction croissante et de l'augmentation des besoins de la population... Ce choix malheureux a contribué par ailleurs à creuser le déséquilibre de notre balance commerciale, déjà bien pâlotte et à nous rendre dangereusement dépendants de nos fournisseurs occidentaux... Lhaj Miloud propose en conséquence une véritable rupture de paradigme, en remettant en cause ce modèle prédateur et contre nature, avec comme retombées bénéfiques du travail pour nos paysans et l'affranchissement de la tutelle étrangère, tout en mettant un terme à l'exode rural et en redonnant des couleurs à notre balance commerciale souffreteuse... Quatre en un ! Qui dit mieux ? Oui, vous pouvez applaudir mais gardez-en encore sous la semelle... Le meilleur reste à venir !

2. Un modèle de développement créateur d'emplois...

Lhaj Miloud l'affirme solennellement, le Maroc ne règlera jamais le problème du chômage tant qu'il s'entête à maintenir son mode de production capitalistique avec

un nombre d'emplois créés négligeable. Sa politique de choix d'investissement doit donc privilégier le nombre d'emplois créés au détriment du seul taux de rentabilité du capital investi... Oui, l'emploi, l'emploi, l'emploi, voilà le leitmotiv qui doit présider à toutes nos prises de décision en matière d'investissement ! Il n'est, bien sûr, pas question de postes de fonctionnaires stériles, qui viendront alourdir davantage la masse salariale et plomber la machine bureaucratique mais d'emplois productifs, évolutifs et peux coûteux en capital ! Les investissements étrangers pourront bénéficier d'avantages fiscaux conséquents dans la mesure où ils seront créateurs d'emplois pérennes...

Les petits métiers devront, quant à eux, être structurés avec recensements périodiques, aides ciblées et actions de suivi et de mise à niveau régulières. Que nous le voulions ou non, le Maroc compte et continuera à compter des dizaines de milliers d'emplois au noir... Il s'agit donc d'accompagner ce phénomène incontournable en le tirant vers le haut et en l'aidant à intégrer la sphère officielle au lieu de le combattre... De manière à sortir ces citoyens de leur statut de pestiférés, pourchassés par les autorités locales et victimes de vexations et de harcèlement permanents !

Rappelons-nous le vendeur de fruits de Sidi Bouzid en Tunisie qui, victime de cette hogra insupportable, s'était immolé par le feu, faisant basculer le monde arabe dans une période trouble, qualifiée trop hâtivement de printemps arabe ! Lhaj Miloud en profite d'ailleurs pour rendre hommage à tous ces laissés pour compte de la société ! Voilà des personnes qui ne tendent pas la main, qui refusent de sombrer dans la délinquance et qui ne demandent qu'à se nourrir de la sueur de leur front au lieu de réclamer des postes de coursiers dans les administrations ! Respect et non à la hogra !

3. Un commerce international équilibré...

Le Maroc est signataire d'un certain nombre d'accords de libre échange avec plusieurs pays « frères et amis »... Il n'y a pas de miracle, dans les rapports de force internationaux, c'est le plus fort qui l'emporte et comme Lhaj Miloud l'a relevé plus haut, ces accords se sont traduits par un déficit commercial qui va crescendo !

Tout le monde se souvient de l'épisode vécu, il y a quelques mois, par BIM, le groupe turc de la grande distribution qui avait subi les foudres du ministre du commerce et de l'industrie ! Et qu'on disait même partant ! Le groupe BIM, pas le ministre ! Motif invoqué, une concurrence prétendument déloyale... L'accord de libre échange avec la Turquie nous serait défavorable...

Certes, mais ni plus ni moins que tous les autres ! La dure réalité est que nos entreprises ont le plus grand mal à faire face à la concurrence internationale... En attendant leur nécessaire mise à niveau, Lhaj Miloud propose donc de renégocier ces accords déséquilibrés dans le cadre de partenariats new look, privilégiant le troc, le règlement des soldes par les monnaies nationales et last but not least, des échanges équilibrés où le déficit de l'une des parties ne saurait excéder un montant raisonnable, de l'ordre de dix pour cent des échanges bilatéraux... Ce verrou est le seul de nature à nous permettre d'éviter le dérapage du déficit commercial, hantise de tous les grands argentiers à travers le monde !

Seuls les pays qui seraient partants pour ce new deal seraient retenus comme partenaires commerciaux, sauf dérogation pour cas de force majeure telle qu'un monopole par une puissance étrangère, détenu sur un produit jugé vital pour la bonne marche de notre économie... Le Marocain devra apprendre à se passer définitivement des gadgets ou bien les produire sur place...

Voilà, une fois encore, comment Lhaj Miloud le visionnaire, se propose de transformer une menace en opportunité pour nos entreprises !

Lhaj Miloud en est convaincu... Ces propositions révolutionnaires sont de nature à redonner un nouveau souffle à notre économie et à inscrire l'évolution du PIB dans le cadre d'une évolution forte et durable... Parce que ce n'est pas avec notre malheureux taux de croissance de 1 à 3% (quand le ciel est clément !), que nous risquons de voir le bout du tunnel ! Parole de Lhaj Miloud, dont la philosophie en matière économique comme ailleurs, est d'oser, lui qui a fait sienne cette célèbre phrase du grand révolutionnaire français Danton : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace et la nation sera sauvée » !

Produire de la richesse, c'est bien... La redistribuer équitablement, c'est mieux ! A la semaine prochaine donc, avec le quatrième axe de la vision de Lhaj Miloud, « la répartition de la richesse » ! ●

PÉNURIE D'EAU À AGADIR !





Le Maigret DU CANARD



Réforme du quotient électoral

Pourquoi le PJD se sent visé

En refusant le projet de révision du quotient électoral qui a emporté l'adhésion de la majorité des partis, les islamistes risquent de se mettre en dehors du consensus politique. L'agitation de la muleta du boycott- en guise de protestation- de la prochaine législative relève de l'esbroufe...

Ahmed Zoubair

Le PJD est dans une position pour le moins inconfortable. Motif : le projet de révision du code électoral, principalement le quotient électoral, proposé par la classe politique en vue des élections législatives de 2021. Cet amendement, qui a monopolisé l'essentiel des consultations entre les partis politiques et le département de l'intérieur dirigé par Abdelouafi Laftit, a tourné vite à la pomme de discorde en raison de la crispation des islamistes sur le sujet en question. Ces derniers veulent qu'on laisse les choses en l'état. Qu'à la limite tout soit revu, excepté le quotient électoral. Une position à rebours de celle de leurs alliés du gouvernement et des partis de l'opposition qui n'y voient pas d'inconvénient. La réforme est même indispensable aux yeux de certains d'entre eux.

Risque

Voilà qui risque de mettre le PJD en dehors du consensus national sur un dossier où le département dirigé par Abdelouafi Laftit, qui tente de jouer les équilibristes, aura fort à faire pour rapprocher les points de vue. Or, le temps presse surtout que le ministère de tutelle veut faire voter le dispositif électoral rénové au cours de la session parlementaire d'automne inaugurée vendredi dernier par le souverain.

Le nouveau quotient électoral proposé apporte une petite révolution dans la répartition des sièges, en ce sens que celle-ci s'opérera désormais sur la base du nombre des électeurs inscrits sur les listes électorales.

Et non pas, comme ce fut le cas jusqu'ici, sur la base du total des voix exprimées et valides. Ce qui permet à chaque liste en compétition d'obtenir un nombre de sièges égal à la moyenne des voix obtenues divisée par le quotient électoral.

Ce mode de calcul, décrété caduc par M. Laftit, a donc emporté l'ad-



Les islamistes dos au mur...

hésion des principaux acteurs politiques : RNI, MP, USFP, UC, Istiqlal, PAM et PPS qui n'en demandaient pas moins. Ce petit amendement implique un grand changement pour le PJD qui ne pourra plus faire passer deux ou même trois candidats sur une même liste comme lors des précédentes élections législatives où il a fait une razzia électorale qui lui a permis de conduire le gouvernement par deux fois successives et ce depuis 2012. Le risque est donc grand pour Al Othmani et ses amis de perdre avec le nouveau mode de comptage jusqu'à 30 sièges...

Ce qui est assez conséquent. De là à penser que ce projet de refonte est une manœuvre dirigée contre le parti pour réduire son poids arithmétique, il n'y a qu'un pas que les islamistes ont allègrement franchi. Et les jusqu'au-boutistes d'entre eux envisagent même le boycott des élections, histoire de se victimiser. C'est naturellement qu'ils se sont opposés de toutes leurs forces à

cette réforme en la qualifiant d'anti-constitutionnelle. Certains ténors du parti sont allés jusqu'à considérer qu'il s'agit d'une ligne rouge à ne pas franchir comme si le quotient électoral était une institution sacrée...

Est-ce à dire que le PJD compte saisir le Conseil constitutionnel pour invalider l'adoption presque acquise de la réforme controversée ? Le raidissement islamiste sur cette question révèle de leur détermination à maintenir leur mainmise sur le champ politique en faisant des lois électorales un droit acquis et jamais négociable. Tel n'est pas l'avis du premier secrétaire de l'USFP Driss Lachgar qui considère que la refonte du quotient électoral ne pose aucun problème de constitutionnalité, arguant que les lois du code électoral ont toujours été revues et adoptées dans le consensus.

Cela dit, la vraie réforme - qui a vraiment besoin d'un consensus politique sincère et solide - qui déterminera la qualité du prochain Parle-

ment a trait au quotient intellectuel des députés qui de l'avis de tous vole de plus en plus bas. L'amélioration du niveau de l'institution parlementaire ne tient qu'aux partis qui ont pris l'habitude d'accréditer généralement des candidats aux parcours douteux nantis en avoirs et très peu en savoir...

Les préparatifs des prochaines législatives s'annoncent compliqués. Chaque parti voit midi à sa porte. Dans son mémorandum soumis au ministère de l'intérieur, la principale revendication du PJD a trait au relèvement du seuil électoral de 3% à 6% qui est selon lui de nature à renforcer « la rationalisation de la carte politique ». Or, les autres partis ne voient pas d'intérêt à toucher à ce taux.

Pouvoir

La révision du découpage électoral, chantier stratégique, s'il en est, est également à l'ordre du jour tout comme les dossiers en relation avec la représentation des femmes et des jeunes, le vote des Marocains de l'étranger et le jour du scrutin. Sur ce dernier point, de nombreux partis ont exprimé le souhait que les Marocains prennent le chemin des urnes le mercredi et non pas le vendredi comme c'est l'usage jusqu'ici, le PJD étant accusé d'utiliser la prière du vendredi pour influencer la communauté des fidèles.

Pour se maintenir au pouvoir, les islamistes misent surtout sur leurs obligations dans les quartiers défavorisés dont la fidélité électorale est entretenue bon an mal an par la charité politique (prise en charge des frais d'inhumation, circoncision, achats de médicaments, de fournitures scolaires...) via une myriade d'associations dont les noms évoquent la solidarité et la générosité. Là se trouve le gros du matelas électoral du PJD, qui a su transformer la pauvreté d'une partie de la population en miel électoral. ●



Le Maigret DU CANARD



Une otage libérée et des questions

Mariam Pétronin met la France dans le pétrin

La conversion à l'islam de l'humanitaire française, détenue au Mali, a rendu fous les antimusulmans de l'Hexagone tout en levant davantage un coin de voile sur la réalité de la « menace terroriste » malienne...

Jamil Manar

Elle s'attendait à tout la communauté islamophobe de France, sauf à ce que cette femme frêle de 75 ans mais très lucide revienne musulmane de ses 4 années de captivité au Mali. Pire encore, l'otage s'est permis de déclarer la veille de son retour au bercail, où elle a été accueillie vendredi 9 octobre par le président Emmanuel Macron, sa nouvelle religion et son nouveau prénom de convertie. « Je vais prier, implorer les bénédictions et la miséricorde d'Allah, parce que je suis musulmane. Vous dites Sophie, mais c'est Mariam que vous avez devant vous ». Et de poursuivre, plus lucide et sûre d'elle plus que jamais : « Je vais aller en France en Suisse et après je vais revenir voir un peu ce qui se passe ici ». Du coup, c'est le choc et la consternation dans les milieux islamophobes de France qui se sont empressés de déverser leur haine sur les réseaux sociaux contre cette vieille dame sereine



qui a osé embrasser l'islam. Quelle horreur ! Les islamophobes les plus modérés parlaient du syndrome de Stockholm tandis que les plus radicaux d'entre eux comparaient cette libération à la tragédie provoquée par la mort récente au Mali de 45 soldats français. Rien de moins ! Mais dans les réactions des uns et des autres que cette affaire de conversion à l'islam d'une bonne chrétienne a rendus fous transpirait le sentiment d'une tromperie sur la marchandise. Comme si on leur avait rendu un otage frelaté qui a subi un lavage de cerveau et de l'âme...

« On apprend que l'otage qui vient d'être libéré contre 200 djihadistes qui iront tuer nos militaires s'est converti à l'islam et veut retourner au Mali : comme ça, une fois là-bas, il ne reste plus aux djihadistes qu'à la reprendre comme otage ! La bonne affaire ! », a tweeté Gilbert Collard du Rassemblement national de Marine Le Pen. La bonne affaire, la vraie, serait qu'il nous explique ce que des bataillons de militaires français font dans ce pays subsaharien distant de la France de plusieurs milliers de kilomètres alors que la supposée « menace djihadiste » n'est pas aux portes de Paris ! L'otage libéré que M. Gilbert et ses semblables auraient aimé voir et surtout entendre parler est une femme sans voile, de préférence cheveux au vent et en décolleté, et qui prend la parole pour insulter copieusement ses ravisseurs qui d'après elles sont des « opposants armés » qui l'ont bien traitée. Voilà qui change tout et éclaire soudainement la situation malienne, décrite dans les médias occidentaux comme complexe et dangereuse (cela dépend pour qui ?), d'un nouveau jour. La menace terroriste véhiculée dans le discours politique occidental et relayée par ses médias n'est vraisemblablement qu'une forme de résistance au pouvoir en place jugé corrompu et inféodé à la France et qu'ils combattent par les armes. C'est le même glissement sémantique qui a transformé les résistants palestiniens en dangereux terroristes qu'il faut désarmer et assassiner en leur déniaient le droit légitime de lutter contre l'occupation israélienne qui, elle, a tous les droits : tuer du palestinien, voler sa terre et violer les résolutions onusiennes ! Mariam Pétronin qui menait des actions humanitaires au Mali depuis 2004 a eu tout loisir de comprendre pendant ses quatre années de détention à qui elle avait affaire. Certainement pas à de méchants terroristes, tueurs et violeurs, liés à l'enseigne « Al Qaeda » que l'on voudrait nous vendre pour des raisons inavouées. Voilà en tout cas un vrai sujet d'enquête pour les médias français qui ont un avis sur tout et n'importe quoi : Les ravisseurs de Mariam Pétronin : terroristes ou résistants ? ●

VERS LA SUPPRESSION DES PENSIONS DE RETRAITE DES DÉPUTÉS

LA DÉPUTATION NE GARANTIT PLUS LA RETRAITE

C'EST POUR ÇA QU'IL FAUT TROUVER UNE AUTRE PLANQUE BIEN PAYÉE...





Le Mignet DU CANARD



Un lycéen tué pour un portable ! Un crime abject qui sonne très mal

L'assassinat sauvage et gratuit, lundi 12 octobre, d'un lycéen mineur à Casablanca a provoqué un immense bouleversement matinal de colère dans tout le pays. Mohamed a été tué par un voleur à l'aide d'une arme blanche lors d'une opération de vol (à l'arraché), en plein jour, de son téléphone portable. Les amis de Mohamed sont consternés, n'arrivant pas à croire ce qui est arrivé. Quant aux parents du défunt, ils sont inconsolables de la disparition prématurée de leur enfant que des mains criminelles leur ont enlevé. Mohamed se dirigeait à pied vers chez lui dans le quartier Californie après sa sortie de l'école ce lundi à midi lorsqu'il a été surpris par ce voleur qui opérait en vélo. Le défunt qui n'a pas voulu se laisser dépouiller de son téléphone a tenté de résister à son assaillant qui a fini par lui asséner des coups de poignard mortels dans les côtes pour lui faire lâcher prise. Étudiant en première année du baccalauréat, il n'avait que 16 ans et toute la vie devant lui qu'un criminel lui a ôtée brutalement et sauvagement pour un GSM ! Tragique. Incompréhensible et ça fait froid dans le dos. Cette tragédie interpelle par le tournant brutal qu'elle représente. D'habitude, les voleurs à l'arraché qui sévissent jour et nuit dans les rues des grandes villes notamment Casablanca commettent leur forfait sans aller jusqu'à attenter à la vie de leurs cibles qui s'en sortent avec une blessure au visage ou à la main. Avec ce fait divers tragique, qui a indigné et choqué les Marocains, le vol à l'arraché d'un sac à main, d'un collier ou d'un portable, séquence qui fait partie du paysage urbain, est monté un cran au-dessus dans la sauvagerie. Le vol à l'arraché peut être doublé d'un vol de la vie. Il faut s'en inquiéter. La police et le gouvernement doivent réagir. ●



Mohamed était souriant et plein de vie.

MARRAKECH RENDUE AVEC L'ACCUEIL DES TOURISTES APRES PLUSIEURS MOIS D'ABSENCE

AVEZ-VOUS LE COVID A MARRAKECH?

NON MADAME, ICI, ON N'A QUE SES DÉGÂTS...



Boudali

Les infortunes de Forbes Magazine

Les dirigeants du Magazine américain Forbes ont visiblement chopé une forme sévère du covid-19. La fièvre qui s'est emparée d'eux est tellement forte que la revue a commencé à délirer en distribuant des milliards tous azimuts à ceux qui en ont moins et à appauvrir ceux qui en ont plus, oubliant que la crise sanitaire est passée par là, faisant fondre les fortunes les mieux assises aux quatre coins du monde. Le Maroc ne fait pas exception où la pandémie a durement impacté les entreprises qu'elles soient publiques ou privées. Mais ce contexte de crise inédite n'a pas empêché la revue en question de placer dans son dernier classement le président Akwa group Aziz Akhannouch au 8ème rang des milliardaires africains avec un patrimoine de 3,5 milliards de dollars. Ce faux classement a fait réagir le directeur général du groupe Saïd El Baghdadi qui a rappelé que la majorité des filiales du groupe a enregistré de fortes contre-performances. « On ne peut qu'être ahuri par les données communiquées par le magazine Forbes. Il est complètement saugrenu d'avancer des chiffres aussi hasardeux et surréalistes, et de s'amuser en plein contexte de crise à distribuer des millions et des milliards à droite et à gauche », a fustigé M. El Baghdadi. Pris en flagrant délire, le magazine Forbes a été testé positif aux fake news... ●

UNE ÉCOLE PRIVÉE DE TANGER DEMANDE PLUS DE 620.000 DH PAR AN POUR LA SOLARISATION D'UNE FILLE !
MAIS C'EST TRÈS EXCESSIF ET HORS DE MES MOYENS !
UNE CLASSE RIEN QUE POUR VOTRE FILLE C'EST UN GRAND PRIVILÈGE QUI NE SE REFUSE PAS !



Boudali

Les rentiers...

Autrefois, on demandait des comptes aux vizirs... Aux grands comme aux petits... Être vizir d'un Haroun Rachid, c'était autre chose que de faire partie du gouvernement El Othmani, on est d'accord ? C'était la gestion par objectifs... La vraie ! Et on n'attendait pas la fin du mandat pour faire le point... Le Grand Calife voulait en avoir pour son argent ! A défaut, c'était la décapitation sur la place publique... De quoi perdre la tête, véritablement ! Ou un lent et savant étranglement par l'eunuque de service... Hélas, la prestigieuse fonction d'eunuque a disparu... Crise de vocations, sans doute ! On se demande bien pourquoi ! Aujourd'hui, nos vernis de ministres se la coulent douce, s'en vont avec quitus assuré, discours de remerciement, cadeau d'adieu et une

rente viagère confortable ! Quand ce n'est pas un wissam pour services rendus à la nation... On se demande bien lesquels ? Oui, les amis, tous les ministres perçoivent une pension à vie ! Alors, qu'on ne leur coupe pas la tête pour avoir failli, je peux comprendre, mais les bourses, au moins... Enfin, les vivres ! On ne veut pas en faire des eunuques ! Encore que... En plus, ça vit longtemps un ministre, par les temps qui courent ! Surtout avec l'allongement de l'espérance de vie qui profite surtout aux classes aisées, bien entendu... Un ministre qui s'en va à quarante-cinq ans, il va falloir le prendre en charge jusqu'à 90 ans ! A moins d'un tragique accident de la route ou d'une malencontreuse crise d'apoplexie, à l'occasion de l'Aid el Kebir ! Ou que la covid-19 ne

s'en mêle... Sinon, il est foutu de mourir centenaire rien que pour nous agacer... Le même raisonnement peut être fait pour les représentants de la nation dont les pensions de retraite non moins confortables et très controversées risquent d'être supprimées... Il était temps. C'est bien comme ça qu'on les appelle nos très chers députés, n'est-ce pas ? Sortez vos calculatrices ! A ce rythme, dans cinquante ans, il nous faudra consacrer la moitié du budget de l'État pour subvenir aux besoins de nos seniors ministres et parlementaires, tous gouvernements et législatures confondus ! Mais ne vous inquiétez pas, on prendra des crédits auprès de nos amis du FMI pour faire fonctionner le pays ! Les amis, ça sert à ça, non ? ●

N. Tallal

AVIS DE VENTE LIBRE



LOTS DE TERRAIN DE TYPE HE3 OPERATION ANNAHDA AL KOUBRA A OULED TEIMA, TAROUDANT

La Société Al Omrane Souss Massa met en vente, à guichet ouvert, les lots de terrain suivants, situés à Ouled Teima, dans la Région de Taroudant, à partir du 09/10/2020 :



OPERATION	AGENCE	N° PRODUIT	TYPE	SUPERFICIE	NOMBRE DE FACADES	TITRE FONCIER	PRIX en DHS/M ²
ANNAHDA AL KOUBRA	TAROUDANT	1432	HE3	110 m2	1	24653	4 000
		974	HE3	110 m2	2	24197	4 500
		2242	HE3	110 m2	1	25014	4 000
		2240	HE3	110 m2	1	25012	4 000
		2207	HE3	121 m2	2	24979	4 500
		2355	HE3	110 m2	1	25127	4 000
		1874	HE3	110 m2	1	24873	4 000

- Toute personne intéressée est priée de se rendre à l'Agence Inzegane/Taroudant sise Imm. 109, rue 352, Cité Al Amane, Dcheira Al Jhadia. Tél: 05.28.83.22.08

A partir du 09/10/2020.

Société Al Omrane Souss Massa
Angle Bd 29 Février et Bd Cheikh Saadi, Talborjt. Bp 321 . Agadir
- Tél : 05 28 84 12 10 / Fax : 05 28 82 34 99

Al Omrane Souss Massa est une filiale du Groupe Al Omrane.



Prix d'une communication locale



Le Maigret DU CANARD



Tribune Libre

Par **Abdeslam Seddiki** *

Pourquoi l'Afrique n'arrive-t-elle pas à décoller ?

Pourquoi l'Afrique n'arrive pas à décoller ? Une première réponse à cette question, parmi tant d'autres que l'on peut envisager, nous est fournie par la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le développement) dans son dernier rapport sur le développement en Afrique « les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique ». Ce rapport a identifié quatre grandes catégories d'activités pouvant générer des FFI. En premier lieu, des FFI liés à la fiscalité et au commerce, ils sont issus de pratiques illégales, telles que les infractions en matière de tarifs douaniers, de droits et de recettes, la fraude fiscale, les infractions commises par les sociétés, la manipulation des marchés et certaines autres pratiques. En deuxième lieu, les FFI provenant de la corruption, du détournement de fonds, de l'abus de fonction, du trafic d'influence et l'enrichissement illicite. En troisième lieu, on trouve les activités relevant du vol et le financement de la criminalité et du terrorisme. En dernier lieu, on distingue les FFI provenant de marchés illégaux. Il s'agit du commerce national ou international de biens ou services illicites. Ces activités, qui donnent souvent lieu à un certain degré d'organisation criminelle, visent à générer des profits. En relèvent : tout type de trafic illicite de certaines marchandises, telles que drogues et armes à feu, la prestation de certains services, tels que le trafic illicite de migrants. Bien sûr, il est ardu d'évaluer les fuites occasionnées par l'ensemble de ces activités. Le rapport a procédé d'une façon sélective en retenant les domaines sur lesquels les informations sont disponibles. Ainsi, au niveau de l'évasion

fiscale, l'Afrique qui tire un sixième de ses recettes publiques de l'impôt sur les sociétés (pour un total de 67 milliards de dollars en 2015), perd environ un dixième de ce total, soit près de 7 MM\$. Par ailleurs, la Banque africaine de développement estime que la corruption fait perdre chaque année quelque 148 milliards de dollars à l'Afrique. Plus récemment, des publications de journalistes d'investigation ont révélé l'ampleur de la fortune privée détenue par des Africains dans des comptes bancaires offshore. En 2015, par exemple, une enquête a abouti à la diffusion de données détaillées sur près de 5 000 particuliers de 41 pays africains détenant un total cumulé d'environ 6,5 milliards de dollars d'actifs. D'autres analyses au niveau mondial montrent que dans de nombreux pays africains, de 20 % à 30 % de la fortune privée est placée dans des paradis fiscaux. Ce vol n'a pas épargné les biens culturels de toutes origines. Ainsi, environ 90 % des objets historiques de l'Afrique subsaharienne se trouvent dans les grands musées mondiaux, dans des collections privées ou dans des musées missionnaires. La plupart de ces objets proviennent soit de pillages, soit d'acquisitions déloyales du temps des guerres et de la domination coloniales, et ils ont ainsi été sources de flux illicites. La fuite des capitaux, qui englobe la fausse facturation et d'autres transactions de la balance des paiements, a été estimée à 88,6 milliards de dollars en moyenne pour la période 2013-2015, soit environ 3,7 % du PIB africain. Entre 2000 et 2015, elle s'est élevée à 836 milliards de dollars, soit 2,6 % du PIB, et un peu plus que l'encours de la dette extérieure de l'Afrique subsa-

harienne. En moyenne, au cours de la période 2013-2015, les valeurs aberrantes absolues les plus importantes concernent le Nigéria (41 milliards de dollars), l'Égypte (17,5 milliards de dollars) et l'Afrique du Sud (14,1 milliards de dollars) ! La sous-facturation dans le secteur extractif, particulièrement de l'or, occasionne à elle seule un manque à gagner de plus de 40 MM\$ par an.

Séparation des pouvoirs

Cette fuite de capitaux prive les pays concernés d'accéder au développement et retarde leur décollage. Elle les prive d'investir dans les secteurs vitaux pour la population telles que l'éducation, la santé, l'infrastructure et, in fine, elle compromet sérieusement la réalisation des ODD. Il est démontré que les pays qui connaissent plus de retard au niveau de l'éducation et de la santé sont justement ceux où les FFI sont plus intenses. Et qui plus est, ces sommes qui trouvent refuge dans les paradis fiscaux dépassent de loin les montants reçus au titre de l'APD (aide publique au développement) ou ceux reçus sous forme d'IDE. Il n'est pas exclu, d'ailleurs, comme cela a été prouvé par des études sur le terrain, qu'une partie non négligeable de l'APD est détournée par certaines personnes influentes et versée dans le circuit des FFI. C'est dire que nous sommes en face d'une machine appauvrissante infernale fonctionnant à plein régime ! Les rédacteurs de ce rapport ont tenu en guise de recommandations à présenter un plan de lutte contre les FFI à l'horizon 2030 en 10 points à savoir : associer les FFI et l'éthique ; protéger la société civile, les dénonciateurs d'abus

et les journalistes ; renforcer les cadres réglementaires nationaux ; redonner confiance dans le multilatéralisme pour combattre les FFI ; investir dans les infrastructures de données et dans la transparence ; consacrer davantage de ressources au recouvrement des avoirs volés ; renforcer la participation de l'Afrique à la réforme de la fiscalité internationale ; intensifier la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, associer les entreprises multinationales à la fiscalité et au développement durable ; investir dans la recherche sur les FFI et les changements climatiques. Force est de constater, cependant, que ces recommandations ne vont pas à l'essentiel et ne touchent pas le fonds du problème. Elles restent à un niveau plus technique alors que les problèmes posés sont éminemment d'ordre politique. Par conséquent, ils exigent un traitement à la source. D'où la nécessité de la mise en place des systèmes démocratiques basés sur une réelle séparation des pouvoirs et une indépendance et intégrité de la justice. Attendre des régimes non démocratiques et des dirigeants arrivés au pouvoir par la force de lutter contre les FFI relève de la naïveté, tout comme la proposition plaidant en faveur d'une coordination avec les entreprises multinationales. Ces dernières ne constituent-elles pas une partie du problème ? Les anciennes puissances coloniales n'ont-elles pas leur part de responsabilité dans ce pillage auquel les peuples africains sont exposés ? Le système financier international n'est-il pas complice et bénéficiaire de ce vol à peine voilé ? ●

* **Economiste, ancien ministre de l'Emploi et des affaires sociales.**

Ahmed Toufiq : Prière de ne pas comprendre ?

Sans aucune explication, le ministère des Habous et des Affaires islamiques a annoncé dans un communiqué, rendu public mardi 13 octobre, une bonne nouvelle aux fidèles : porter de 5.000 à 10.000 le nombre de mosquées autorisées à accueillir les cinq prières quotidiennes. Le fait nouveau c'est que cette mesure a été accompagnée d'une autre non moins très attendue : l'autorisation de la prière du vendredi, interdite depuis mars der-



Ahmed Toufiq.

nier, dans les lieux de culte concernés. D'un point de vue épidémiologique (la courbe des contaminations est en pleine croissance notamment à Casablanca), les bonnes résolutions de Ahmed Toufiq manquent d'un peu de cohérence. Prière de ne pas comprendre ? Le très discret ministre du culte serait-il dans le secret des dieux ou a-t-il chopé subitement le virus de l'anticipation et de l'optimisme qui fait défaut à bien de ses collègues du gouvernement ? ●

CASABLANCA SE DOTE ENFIN DE TOILETTES PUBLIQUES « INTELLIGENTES »





Bec et ONGLES



Le courant passe entre l'ONEE et la kfw

L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) a annoncé, mercredi 7 octobre, la signature avec la Banque de Développement Allemande (kfw) d'un contrat de prêt d'un montant de 30 millions d'euros (M€) relatif au programme d'alimentation en eau potable en milieu rural. Signé par le directeur général de l'ONEE, Abderrahim El Hafidi, et le directeur du bureau de la KfW au Maroc, Markus Faschina, cet accord porte sur un concours financier qui contribue à l'approvisionnement en eau potable dans les provinces de Tanger et Chefchaouen et des régions avoisinantes dans le nord-ouest du Maroc. Le deal qui profite à quelque 150 douars avec une population bénéficiaire de près de 112.000 habitants est réalisé dans le cadre du programme de réduction des disparités territoriales et sociales (PRDTS). ●



Abderrahim EL HAFIDI, DG l'ONEE.

COVID 19 LE VACCIN SERA -T- IL GRATUIT POUR LES MAROCAINS ?

LA QUESTION EST : RESTERA-T-IL DES MAROCAINS LE JOUR OU LE VACCIN SERA GRATUIT ?



Big Brother à Comdata

Dérive de trop, certains centres d'appel ont profité de la crise sanitaire et des mesures de protection qu'elle implique pour mettre leurs salariés sous surveillance. C'est le cas du groupe Comdata, basé à Casablanca, qui a mis en place un dispositif de surveillance vidéo en temps réel sur ses plateformes de travail pour «prévenir le non-respect des gestes barrières». Un tel manquement peut valoir aux contrevenants un licenciement immédiat, selon un communiqué interne de ce call center dont les promoteurs qui ne se contrôlent plus au point de vouloir contrôler les moindres faits et gestes de leur personnel.



L'UMT a dénoncé un détournement par les dirigeants de Comdata de la mission de vidéosurveillance, en l'occurrence la protection des biens et des personnes, transformée en « moyen de ciblage, voire de flicage » des téléopérateurs. Il ne reste plus qu'à organiser leur fichage en bonne et due forme... ●

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Aminatou Haidar

Le marché de la traîtrise s'est effondré

Une équipe du Canard a été reçue par Aminatou Haidar sous une tente de peau de chameau plantée quelque part entre les plateaux arides de Tindoufou et le désert de Griguer...

Dites Aminatou, pourquoi vous ne portez pas le masque de protection anti-covid ? Vous n'avez pas peur d'être contaminée ?

A quoi bon ? Puisque j'ai été démasquée ? Et puis, je ne vois pas vraiment l'utilité d'un tel fichu car sous mon voile je respire parfaitement le mensonge et la duplicité. En un mot, je suis définitivement immunisée contre la transparence et la loyauté.



Alors Aminatou, comment vont les affaires ?

Franchement, de mal en pis. Les temps sont devenus très durs à mesure que la pompe à pétrodollars de mon sponsor algérien commençait à se tarir pour cause de dégringolade des cours du pétrole qui recoupe parfaitement mon démasquage à l'échelle internationale.

C'est le temps des chamelles maigres pour vous...

Et cette foutue pandémie devenue le premier ennemi de l'humanité et de Aminatou et consorts a compromis la relance de mon entreprise qui perdait de l'argent et de la crédibilité.

Quelle entreprise ?

Mon entreprise séparatiste qui était florissante il y a encore une décennie, baptisée « Collectif des défenseurs des droits de l'homme sahraouis » (Codesa)... Aujourd'hui, ce business ne rapporte plus comme avant vu que les droits de l'homme sahraouis, un sujet ringard qui ne mange plus de pain, sont respectés par les autorités marocaines. Et c'est pour cela que j'ai annoncé sa dissolution en septembre dernier. Il fallait trouver un autre créneau plus porteur pour éviter de mettre la clé sous la tente et plaire du même coup à mes sponsors algériens qui commençaient à me tourner le dos...

Et vous l'avez trouvé ce créneau ?

Évidemment ! Et il a pour nom l'Instance sahraouie contre l'occupation marocaine (ISOMA) que les autorités de votre pays ont placée sous enquête judiciaire après l'organisation de son congrès constitutif. L'occupation marocaine sonne mieux que les droits de l'homme sahraouis, n'est-ce pas ? J'ai grand espoir qu'avec cette nouvelle enseigne d'escroquerie et une société à irresponsabilité illimitée, clairement hostile au Maroc et à son intégrité territoriale, la traîtresse que je suis va stimuler de nouveau la générosité des services algériens.

Mais vous êtes née au Maroc dont vous possédez d'ailleurs toujours le passeport ?

Je le sais mais l'Algésario me permet de vivre au-dessus de mes moyens et de voyager aux frais de la princesse. Le secteur de la traîtrise et de la félonie a perdu de son attractivité, et ses parts de marché, naguère très larges, se sont réduites au fil du temps comme peau de chagrin, à mesure que le Polisario se faisait démasquer dans de nombreuses capitales mondiales où il était reçu à bras ouverts.

Franchement Aminatou, avec votre visage fripé et votre accoutrement sombre, vous faites de la peine. On dirait une mendiante du désert des Tartares... Est-ce le début de la fin ?

Le Polisario c'est fini mais pas Aminatou ! Je représente le renouveau de la cause farfelue et perdue du peuple factice de la république internationale du désert et des chimères. Avec ma nouvelle fumisterie sans capital-confiance, le rêve de l'Algésario, l'indépendance du Sahara, peut devenir une belle fable haute en couleur et toujours juteuse... ●

Propos recueillis par Saliha Toumi



Le MIGRATEUR



Netanyahu n'est pas immunisé contre les manifs



À Tel Aviv des affrontements ont éclaté entre la police et les manifestants. Photo Emmanuel Dunand / AP.

Nouvelles manifestations anti Netanyahu en Israël malgré les restrictions imposées par son gouvernement pour cause de pandémie du coronavirus. Plusieurs milliers d'Israéliens ont continué à protester contre le Premier ministre Likoudnik. Samedi dernier, ils ont à nouveau défié les mesures sanitaires décrétées par les autorités visant à endiguer une recrudescence inquiétante des cas positifs et graves faisant de l'État hébreu l'un des pays les plus touchés au monde. Face à cette situation jugée grave par le cabinet Netanyahu, le parlement israélien il y a de cela un peu plus d'une semaine une loi limitant les manifestations pendant le confinement d'urgence. En interdisant aux gens de se déplacer à plus d'un kilomètre à la ronde de leur domicile, nombre d'opposants à Netanyahu ont vu dans cette loi une ruse pour les empêcher de se rassembler comme ils le font chaque samedi soir depuis juillet devant son domicile pour lui dire tout le mal qu'ils pensent de sa politique économique et surtout sa gestion chaotique de la crise sanitaire. Malgré un reconfinement général impopulaire de trois semaines renouvelable, décidé jeudi 17 septembre, le pays caracolait toujours en tête du hit-parade mondial des covidés. Avec un score au mardi 13 octobre de 296 652 cas confirmés et 2055 décès sur une population de neuf millions d'habitants, Israël est en effet l'un des pays avec le taux d'infection des plus élevés au monde. Un triste record amplement redevable aux juifs ultra-orthodoxes qui préfèrent mourir du Covid que de violer les lois de Dieu. Ce qui a poussé le ministère de la santé à exhorter ces ultras à respecter les mesures d'hygiène et de distanciation sociale et à organiser des prières à l'extérieur le samedi soir lorsqu'ils célèbrent la fête de Simhat Tora. Vœu pieux. ●

Pyongyang s'invite dans la présidentielle américaine

A un peu plus de trois semaines de la présidentielle américaine du 3 novembre, la Corée du Nord communiste s'y invite en défiant le président sortant Donald Trump et son administration avec un missile géant qui n'a rien à voir ni avec La Grosse Bertha allemande qui bombardait Paris, en 1918, ni avec le supercanon de Saddam Hussein. Un missile qui fait peur ; car capable d'atteindre le territoire américain. Mais pas que. Ce super fusé que le dirigeant nord-coréen Kim Jong a voulu qu'elle soit la principale attraction du défilé militaire pour marquer le 75 e anniversaire de la fondation du Parti du travail de Corée au pouvoir peut en effet faire mal aux yankees sans quitter sa rampe de lancement. L'arme fatale va certainement perturber doublement l'agenda électoral de Donald Trump déjà incertain. D'un côté elle constitue la preuve matérielle que la politique de rapprochement de ce dernier avec le leader nord-coréen est un échec patent puisqu'elle n'a pas empêché Pyongyang de moderniser son arsenal militaire. De l'autre ce missile géant a prouvé par « a+b » que ni les sanctions américaines ni la pandémie du covid-19 n'ont affaibli la détermination de la Corée du Nord et son chef Kim Jong-un de se surarmer. Le monstre présenté samedi 10 octobre est un nouveau missile balistique intercontinental que les analystes ont décrit comme le plus grand de son genre dans le monde. La télévision d'État a montré un ICBM sur un véhicule de transport d'au moins



Un ICBM sur un véhicule de transport d'au moins 22 roues.

22 roues, plus grand que tout ce qui avait été montré auparavant par le pays doté de l'arme nucléaire. Message très clair de Kim Jong-un à Trump & Co : nous sommes toujours là et il faut compter avec nous. Autrement dit, vos sanctions économiques nous font mal, mais on fera avec. Il faut dire que l'embargo imposé par Washington à la péninsule coréenne est durement ressenti par le régime communiste.

La preuve en est le discours émouvant de Jong-un, où il a souhaité à tous les Nord-coréens une bonne santé (par rapport au covid-19) et reconnu que les sanctions ont étouffé le développement économique de la Corée du Nord. Mais ça n'a pas non plus dissuadé Pyongyang de défier la menace du coronavirus avec des milliers de troupes participant au défilé militaire sans masque ! Mieux : Le leader nord-coréen qui supervisait la parade militaire tôt le matin a averti que son pays « mobiliserait pleinement » sa force nucléaire s'il était menacé. Décodage : vous voulez la paix nous aussi, mais payez ! ●



Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF
Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Rachid Wahbi
Ahmed Zoubair

CARICATURES
Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL
Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER
Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE
Yahia Kamal

LOGISTIQUE
Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ
Essaadia HAKANI

Impression
Groupe Maroc Soir

DISTRIBUTION
Sapress

DOSSIER PRESSE
Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL
2007 / 0025

ISSN 2028-0416

Quand les rebeus comptent pour du beurre

La France est en train de payer ses erreurs du passé. Une politique de ghettoïsation des communautés africaines particulièrement maghrébines, initiée depuis les années 60. Si les premiers immigrants arrivés en France ont accepté leur « confinement social » dans des cités-dortoirs construites dans des zones périphériques des villes où la morosité et la grisaille ambiante le disputent à l'exclusion et à la xénophobie leurs fils et petits-fils, à quelques rares exceptions, ne veulent plus de cet état de fait, ne supportent plus d'être le bouc émissaire ou le dindon de la farce de chaque débat politique ou élection nationale, régionale ou locale. Et ils le font savoir. Souvent par des actes de violence. Dernier en date : une attaque spectaculaire, samedi 11 octobre, par un feu d'artifice contre un commissariat de police de Champigny-sur-Marne ! Deux policiers en pause cigarette devant le commissariat, situé au cœur du quartier sensible du Bois-l'Abbé ont retrouvé sous les tirs de mortier et les jets de

projectiles. Le temps de se réfugier à l'intérieur du bâtiment et de fermer le sas, les fonctionnaires ont alors vu arriver une quarantaine de personnes, « déterminées » à « casser du flic » selon l'expression du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin. S'il n'y a pas eu de blessés, fort heureusement, plusieurs véhicules de police ont été endommagés ainsi que la porte vitrée de ce poste de police qui avait déjà été le théâtre d'une scène identique à plusieurs reprises en avril dernier, selon Yves Assioma le représentant du syndicat de police Alliance. Huit mortiers de feux d'artifice ont été découverts à proximité. Laurent Jeanne, le maire (SL) de la ville, a condamné « fermement » ses actions. « Nous aurions pu avoir une tragédie, c'est absolument lamentable d'en arriver là, je veux réitérer tout mon soutien aux policiers qui font un travail difficile dans un quartier qui mérite d'être soutenu », à expliquer l' élu. Qui mérite d'être soutenu ? Le quartier difficile ou la police ? That's the question. ●

dessin PARU dans

yahoo.fr





Can'Art et CULTURE



« Abdelkébir Khatibi : Quels héritages ? » une nouvelle publication de l'Académie du Royaume

Une publication récente de l'Académie du Royaume du Maroc comprenant les actes du colloque international organisé les 20, 21 et 22 mars 2019 à Rabat par l'Académie sur la littérature et la pensée de feu Khatibi en commémoration du 10ème anniversaire de sa disparition.

Préfacé par Mme Assia Belhabib, cet ouvrage intitulé « Abdelkébir Khatibi: Quels héritages ? » étalé 150 pages rassemble plusieurs contributeurs et témoins en langues arabe et français. Notamment Francis Claudon : « Portrait de l'artiste en doctorant », Rita El Khayat : « Abdelkébir Khatibi : un précurseur », Nao Sawada: « L'ombre maghrébine : Abdelkébir Khatibi et la culture japonaise ».

Mme Belhabib a rappelé que le pro-



fesseur « Abdelkébir Khatibi a légué à la postérité une œuvre considérable, imposante par la qualité des livres publiés (une trentaine), la diversité des genres littéraires et la pluralité des thèmes contemporains et intemporels », relevant que « sa pensée est à la croisée des littératures et des politiques nationales et internationales ». La professeure à l'Université Mohammed V à

Rabat a en outre précisé que les orateurs, qui ont pris la parole lors de ce colloque international, ont exploré, à partir de cet ouvrage, quatre axes, à savoir « Langue, fiction et critique littéraire », « Peinture, image, trace et inscription », « Éthique du partage » et « Histoire et modernité », et ce pour tenter de circonscrire les disciplines et les questionnements auxquels l'écrivain s'est confronté.

Pour sa part, le professeur émérite de littérature comparée à l'université Paris-Est Créteil Val-de-Marne et à Vienne, Francis Claudon a témoigné dans son « Portrait de l'artiste en doctorant » que « les visages de Abdelkébir Khatibi ont été fort divers et souvent fragmentés (...) », ajoutant qu'il se guidait sur les circonstances marocaines et nord-africaines, mais les repères francophones

qu'il a jetés sont devenus définitifs et complètement internationaux ». M. Nao Sawada, professeur à l'Université Rikkyo à Tokyo a pu, quant à lui, retracer la relation de l'écrivain marocain avec la culture japonaise notamment à travers « deux brefs textes » à savoir « Ombres japonaises » et « Tanizaki revisité ».

L'ouvrage comprend aussi plusieurs signatures marocaines et étrangères notamment le secrétaire perpétuel de l'Académie du Royaume du Maroc, M. Abdeljalil Lahjomri, le poète Ali Ahmed Saïd (Adonis), Lycy Stone McNeece, Martine Mathieu-Job, Fethi Benslama, Nabil El Jabbar, Ahmed Boukous, Jalil Bennani, René de Ceccatty, Minol Kolin Kobayashi et Mustapha Bencheikh. ●

« Bridge To Study Caravan » pour aiguiller étudiants et élèves

L'édition 2020-2021 de la caravane des études à l'étranger de Bridge To Study, dénommée « Bridge To Study Caravan » est d'une importance capitale pour les élèves et étudiants de tout le Royaume. L'événement s'ouvre à partir de ce 1er novembre 2020 et concerne tous les établissements scolaires du territoire national. En raison de la pandémie de coronavirus, cette année scolaire, en se tiendra en mode virtuel sous le thème: « Mon projet d'études au-delà de la pandémie ». Par cette orientation, « Bridge To Study Caravan » vise à doter les élèves et étudiants d'instruments et de moyens pratiques leur permettant de mieux planifier, structurer et exploiter de grandes décisions à propos de leur avenir universitaire et professionnel. Son approche cohérente dans la prise en charge des préoccupations des élèves et étudiants et ses réponses adéquates à leurs questions, lui procure le statut d'événement majeur de première importance.

Le cabinet Bridge to Study étant surtout un levier d'encouragement, exhorte sans relâche les élèves et étudiants au culte de l'excellence. C'est pourquoi il se bat sans arrêt pour placer les étudiants marocains, dans les meilleures universités et écoles d'enseignements supérieurs du monde. ●

« Ghost of Spacetime » nominé au Grand OFF du court-métrage mondial indépendant-Varsovie

Le court-métrage « Ghost of Spacetime », du réalisateur marocain Karim Tajouaout est sur la liste des nominés au « Grand OFF - World Independent Short Film Awards 2020 », qui aura lieu du 23 au 30 novembre 2020 dans la capitale polonaise Varsovie. Le film de 9 minutes, réalisé et mis en scène par Karim Tajouaout, a été sélectionné pour concourir pour les prix « Grand OFF - World Independent Film Awards 2020 » dans la catégorie « meilleure production » et « meilleure scénographie », indiquent les organisateurs. Outre le Maroc, vingt-quatre pays participent à cette 14ème édition notamment la Pologne, l'Espagne, les États-Unis, la Turquie, la



Russie, l'Allemagne, l'Inde, la Corée du Sud, la Syrie et l'Iran. Le film, sorti en 2019, raconte l'histoire d'une famille détruite à cause de la guerre. Les rôles clés sont interprétés par Sami Saadallah, Hanane Khaldi, Rayane Ouali, Aziz Yassine et Ahmed Elmira.

Né à Oujda en 1992, Karim Tajouaout a remporté le Prix de la critique remis par l'Association marocaine des critiques de cinéma, lors de la 21ème édition du Festival national du film de Tanger organisée en mars dernier. Il a également obtenu le même mois le prix de la meilleure contribution (un certificat d'appréciation et le masque bronze de Toutankhamon), lors de la 9ème édition du Festival du film africain de Louxor en Égypte. ●

Décidément la faucheuse ne chôme pas

Le monde de la culture de nouveau endeuillé. Deux figures des scènes artistiques aimées des Marocains ont tiré leur révérence ces derniers jours. Le metteur en scène, acteur et réalisateur Aziz Saadallah est décédé ce mardi matin à Bouskoura, aux environs de Casablanca, à l'âge de 70 ans, a-t-on appris auprès de sa famille. Né dans le quartier de Derb Soltane à Casablanca en 1950, l'acteur compte à son actif une multitude de productions théâtrales, cinématographiques et télévisuelles réussies dont « Costa ya Watan », « Barrak Ma Takchaâ », « Number one » et « Lalla Fatima ».



Le regretté, qui avait formé un duo célèbre avec son épouse Khadija Assad, avait remporté le prix du meilleur acteur au festival de Montréal au Canada et le prix de la même catégorie au festival de Bastia en France. Un jour plus tôt, le dimanche 11 octobre, c'était l'artiste et acteur marocain Hammadi Tounsi qui s'est éteint à l'âge de 86 ans, des suites d'une maladie, a annoncé sa famille. Le défunt a fait ses débuts artistiques en 1954 lorsqu'il a rejoint la troupe de la radio et télévision marocaine, puis la troupe Maâmoura en 1959, considérée comme l'une des pionnières dans le domaine du théâtre au Maroc. Feu Hammadi Tounsi était aussi un parolier de talent qui a enrichi le répertoire de la chanson marocaine. Il a pu collaborer dans ce sens avec de grands artistes comme Abdelouahab Doukkali et Abdelhadi Belkhatay. ●

Confidences», 1er EP de la jeune musicienne Amina

Amina est une chanteuse marocaine plurielle et autodidacte, née le 2 octobre 1988 à Rabat. Auteure-compositrice-interprète, elle chante en français, anglais et en arabe. Après une enfance passée au Maroc, elle s'envole pour la France pour y poursuivre des études de management. Installée à Paris depuis plusieurs années, toujours accompagnée de sa guitare, elle écume les petites scènes parisiennes avant de se produire pour la première fois en 2019 à Dubaï, dans le cadre du festival Quoz Arts Fest. Elle est à nouveau invitée à y participer en Janvier 2020. Depuis elle s'est consacrée à l'écriture et la production de son premier EP, « Confidences », sortie début octobre 2020 et disponible sur toutes les plateformes de streaming. Dans les 5 titres de cet EP autobiographique, l'artiste chante la liberté, l'amour, la tendresse mais aussi la mélancolie et le deuil. Le premier titre de l'EP « Non je n'y vois pas grand-chose » sonne comme un hymne à la réconciliation avec soi, à cette liberté individuelle si difficile à trouver dans une société qui tend malgré les apparences à nous rendre tous semblables. ●



Le Nobel de littérature échoit à l'Américaine Louise Glück

Le Prix Nobel de littérature 2020 a été attribué à la poétesse américaine Louise Glück, a annoncé, jeudi 8 octobre à Stockholm, l'Académie suédoise. La nouvelle lauréate, 77 ans, a été récompensée pour une œuvre créative entamée au début des années 70 « pour sa voix poétique caractéristique, qui avec sa beauté austère rend l'existence individuelle universelle », a motivé l'Académie, qui décerne cette prestigieuse distinction, une des plus attendues des Prix Nobel. Née en 1943 à New York et vivant à Cambridge, Massachusetts, Louise Glück qui a fait ses débuts en 1968 avec Firstborn est professeure d'anglais à l'Université de Yale, Connecticut. Elle a publié douze recueils de poésie et quelques volumes d'essais sur la poésie, tous marqués par un souci de clarté. ●





Et Batati ET BATATA



Bizarre



Les poux tuent une Américaine de 12 ans

Une fillette de 12 est décédée aux États-Unis d'une anémie causée par les trop nombreuses morsures de poux qu'elle avait sur la tête depuis très longtemps. La fillette est morte d'une crise cardiaque en août dernier.

Kaitlyn Yozviak vivait avec ses parents à Macon dans l'État de Georgie dans des conditions précaires, selon les enquêteurs au journal The Sun. Ceux-ci révèlent que la fillette n'était pas lavée depuis au moins une semaine et qu'elle dormait dans une chambre pleine d'insectes parasites sur son matelas, dans ses peluches et sur les meubles. ●

Achète la banque qui lui a refusé un prêt !

Un homme d'affaires de 39 ans, qui s'est vu refuser un prêt en 2003 par une banque de sa ville natale d'Urmston, en Angleterre, est devenu propriétaire de l'immeuble, rapporte LadBible (29/9).

À 21 ans, il quitte son poste de vendeur pour créer son entreprise. Il demande alors un prêt de 10.000 livres sterling (11.000 euros) en présentant son plan d'affaires. Mais la directrice de l'établissement ne le prend pas au sérieux.

Désargenté, il assure avoir passé 4 mois à appeler assis sur le sol d'un petit bureau, car il ne pouvait même pas s'offrir une table et une chaise.

Finalement, sa société de gestion de dette prend son envol et en 2014, il la revend pour 5 millions de livres sterling.

Aujourd'hui, Adam Deering est un homme d'affaires à l'origine de plusieurs entreprises qui génèrent des millions de livres. Il vient de dépenser 450.000 livres (497.000 €) pour acquérir l'immeuble de la banque et envisage 500.000 livres supplémentaires pour le transformer en résidence et commerce de vente au détail. ●

Volée par son cerf-volant !

Une fillette de trois ans a été récupérée en vie après avoir été emportée dans les airs par un puissant cerf-volant auquel elle s'est agrippée pendant 31 secondes le week-end de fin août, lors d'un festival à Taïwan. La scène a été filmée par de nombreux spectateurs dans la ville de Hsinchu. Sur ces vidéos qu'ont fait le tour des réseaux sociaux, l'excitation suscitée par la préparation de l'énorme cerf-volant cède vite la place à la panique, quand la foule réalise que la petite fille se retrouve accrochée à la queue de l'engin, et emportée haut dans les airs.

Pendant 31 longues secondes, la fillette est ballottée en l'air par les puissantes rafales. Des spectateurs sont finalement parvenus à la rattraper quand le vent a faibli. Le maire de Hsinchu Lin Chih-chien a précisé que l'enfant souffrait d'égratignures au visage et était terrifiée par cette expérience.

« Toux ceux qui ont vu la scène ont eu la peur de leur vie. Ça c'est passé en un instant », a déclaré un blogueur. ●



Rigolard



***Que celui qui se sent bête se lève**
Toto est à l'école et la maîtresse dit soudain à ses élèves :

- Que celui qui se sent bête se lève.

Et Toto se lève...

- Alors la maîtresse demande à Toto : Tu te trouves bête Toto ?

- Non madame, répondit Toto sûr de lui, mais ça me faisait de la peine de vous voir toute seule debout...

***- Pourquoi pleures-tu ?** demande un surveillant à une petite fille dans la cour de récréation.

- C'est à cause des rhumatismes.

- Comment, tu en as déjà à ton âge ?

- Non, j'ai oublié le h dans ma dictée !

***Au catéchisme, l'aumônier** demande aux enfants :

- Que fait un bon chrétien à son réveil ?

- Il le remonte, répond l'un d'eux.

***La maîtresse demande :**

- Je serai belle, quel temps est-ce ?

- Le futur, répond Arthur.

- Et je suis belle, qu'est-ce que c'est ?

- Un mensonge, maîtresse !

***- Comment as-tu trouvé** les questions de ton contrôle d'histoire ?

Demande le papa de Simon.

- Les questions ? Aucun problème !

C'est avec les réponses que j'ai eu plus de mal.

***Un mec se jette du haut** de la Tour Eiffel. Ses cheveux arrivent en bas dix minutes après lui. Pourquoi ?

Parce qu'il utilisait un shampoing qui ralentit la chute des cheveux !

***Le pingouin**

Un homme croise son copain dans la rue. Il est intrigué par le pingouin qu'il tient au bout d'une laisse.

- « Mais que fais-tu avec cet animal ?

- Ne m'en parle pas ! Je l'ai trouvé abandonné au bord de la route. Je ne sais plus quoi en faire.

- Amène-le au zoo ! lui dit son ami.

- Très bonne idée ! » répond l'homme en repartant avec son pingouin.

Le lendemain, l'homme recroise le même ami, toujours avec le pingouin attaché au bout de la laisse.

- « Mais... Tu ne l'as pas amené au zoo ? lui demande-t-il surpris.

- Si, si ! Ça lui a plu et maintenant, je l'emmène au cinéma ! ».

***Un jour, la maîtresse demande à Toto :**

« Si tu marches sur le pied d'une grand-mère, que fais-tu ?

- Je m'excuse...

- Très bien Toto, et si pour te remercier de ta gentillesse la grand-mère te donne un billet de 5 euros que fais-tu ?

- Bah... Je lui marche sur l'autre pied ! »

CHERCHONS LOCATAIRES

Immeuble à usage de bureaux sous forme de 6 plateaux d'une superficie de 2500 m2 plus un parking de 2000 m2 pour 100 voitures

Adresse :

Sidi Maârouf lotissement Attawfik le Zenith Technoparc Casa Nearshore

Contact :

06 61 17 74 44



LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444



La vie nous rapproche

Malgré nos différences, tant de choses nous rapprochent !

La vie ne manque pas de nous le rappeler chaque jour. Parfois, un mot n'a pas besoin d'être prononcé pour tout dire. Il y a la confiance qui, une fois partagée, se donne toujours sans compter. Sans oublier le petit coup de main qui arrive toujours à temps pour régler un contretemps.

Parce que plus on se rapproche plus la vie devient facile, aujourd'hui, Atlanta et Sanad s'unissent pour que l'assurance soit plus simple et toujours plus proche de vous.

AtlantaSanad Assurance - Entreprise régie par la loi N°99-17° portant code des Assurances.

RAPP



AtlantaSanad

ASSURANCE